

DESA

BURUNDI, REPUBLIC OF BURUNDI  
"PROGRAMME REVISE POUR L'ASSISTANCE DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT, 1972-1976" - REVISION

[1-31] AUG 1974

UNCLASSIFIED  
VP/WG SEPT 2014

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1906</u>
BOX	<u>7</u>
FILE	<u>6</u>
ACC.	<u>TE 311/1</u>

PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
AU BURUNDI



PROGRAMME REVISE POUR L'ASSISTANCE  
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT

1972 - 1976

ORIGINAL

☐

REVISION

☒

BUREAU DU REPRESENTANT RESIDENT  
PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
B. P. 1490 - BUJUMBURA - TEL. 31.35

AOUT 1974

ORIGINAL

☐

REVISION

☒

B U R U N D I

PROGRAMME REVISE DE L'ASSISTANCE  
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT

1972 - 1976

BUREAU DU REPRESENTANT RESIDENT  
PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT

B.P. 1490- BUJUMBURA -Tél. 31.35

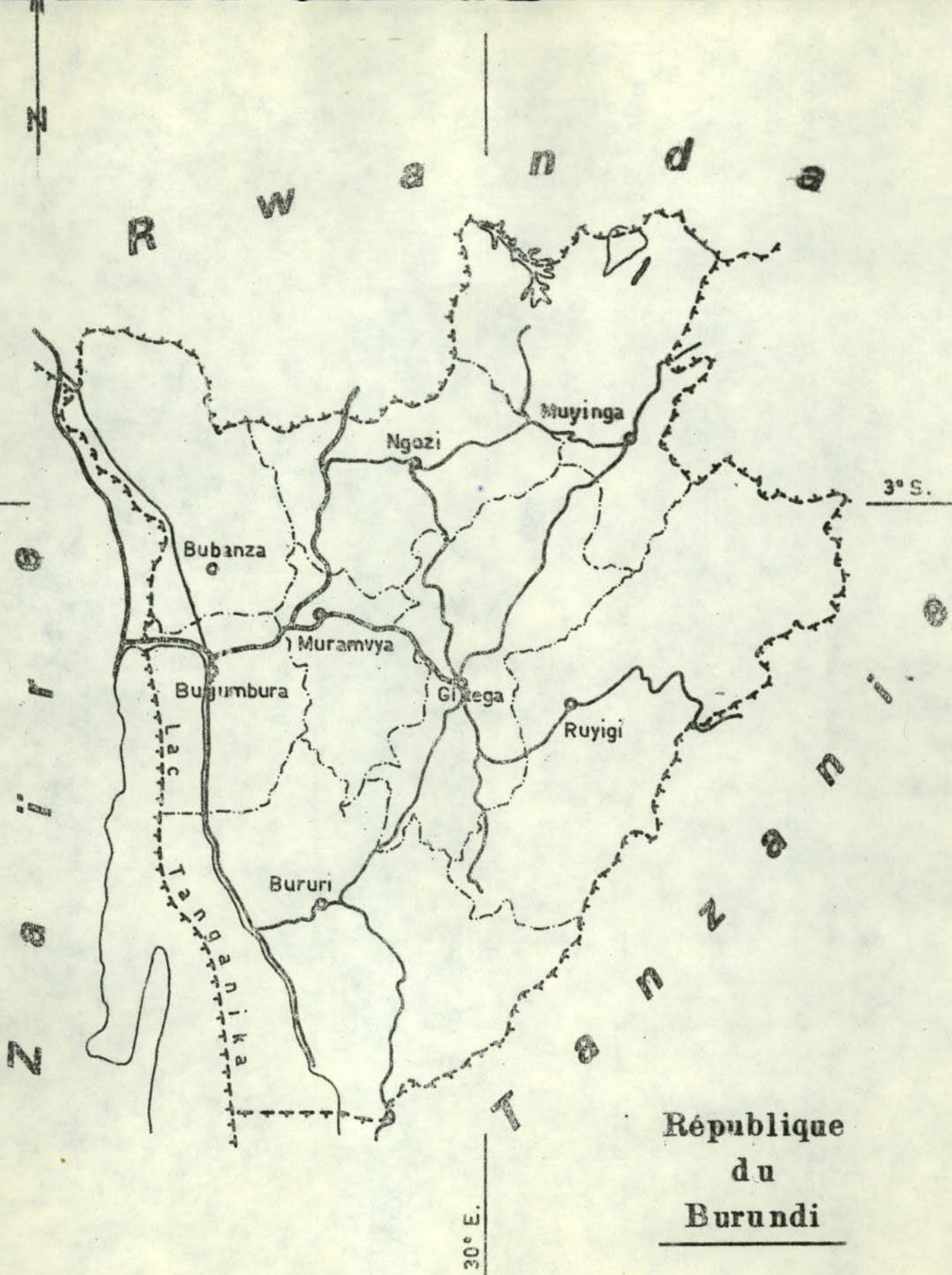
Septembre 1974



# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
CARTE		
<u>SECTIONS</u>		
I. Exposé succinct des objectifs et priorités actuels de développement	1 - 28	1 - 8a
A. Renseignements généraux	1 - 9	1 - 3
B. Objectifs et envergure de la revision du programme	10 - 11	3 - 4
C. Traits saillants de la situation économique et sociale du pays	12 - 15	4 - 5
D. Principaux objectifs du développement	16 - 17	5 - 6
E. Stratégie nationale du développement	18 - 19	6
F. Rôle de l'assistance du PNUD par rapport aux autres aides extérieures	20 - 28	7 - 8
G. Estimations des ressources affectées au titre de l'assistance technique pour la période de programmation (1972 - 1976)		8a
II. Description des besoins sectoriels à satisfaire par l'assistance du PNUD	29 - 112	9 - 50
A. Agriculture	29 - 47	9 - 19
B. Ressources humaines	48 - 86	20 - 35
C. Ressources naturelles	87 - 90	36 - 38
D. Infrastructure	91 - 105	39 - 46
E. Industrie	106 - 112	47 - 50
III. Liste préliminaire des projets et montant estimatif des apports du Gouvernement et du PNUD		Annexe I
IV. Liste préliminaire des projets et calendrier provisoire de leur exécution		Annexe II
V. Liste de réserve		Annexe III
VI. Programme des mesures spéciales		Annexe IV





0 10 20 30 40 Km.



Section I. EXPOSE SUCCINT DES OBJECTIFS ET PRIORITÉS  
ACTUELS DE DEVELOPPEMENT GENERAL

A. Renseignements généraux.

1. L'Indépendance du Burundi fut proclamée le 1er juillet 1962. Le Royaume du Burundi devint une monarchie-constitutionnelle à régime parlementaire. Le 28 novembre 1966, un coup d'Etat militaire renversa la monarchie et proclama la République.
2. Le Burundi a des frontières communes avec le Zaïre, le Rwanda et la Tanzanie. Sa superficie est de 27.830 km<sup>2</sup> et comprend plus de 2.000 km<sup>2</sup> d'eaux territoriales sur le Lac Tanganyika. Le relief de son sol, accidenté et d'altitudes différentes entraîne une grande variété de micro-climats.
3. La population du Burundi était évaluée en 1972 à 3.742.000 habitants et son taux de croissance est de l'ordre de 2,5%. La progression moyenne du p.n.b. est de 4,25% par an. La densité de la population - 147 habitants par km<sup>2</sup> - est une des plus élevées en Afrique. Cette densité de population et le système foncier existant ont créé une situation de plus en plus préoccupante du fait de l'amenuisement et de l'épuisement des terres cultivables.
4. Le secteur agricole occupe dans l'économie burundaise une place prépondérante. En effet, plus de 90% de la population active se consacre à l'agriculture et le café représente environ 80% des exportations totales. Cependant, la découverte d'importants gisements de nickel dans le Sud-Est du pays pourrait changer, au cours des prochaines années, l'ordre de priorité en contribuant efficacement au développement économique du Burundi.
5. Le Burundi a consacré ces dernières années environ 25% de son budget ordinaire à l'enseignement. Cependant le taux de scolarisation reste très faible.

/...



Depuis mars 1973 le Gouvernement a adopté une réforme intégrée du système éducatif - primaire, secondaire et supérieur - comme stratégie de développement dans le cadre de son Second Plan Quinquennal 1973-1977. Cette réforme doit permettre au pays de disposer à plus ou moins brève échéance d'un système éducatif adapté aux besoins, aux possibilités du pays et de fournir les cadres moyens qui lui font défaut.

6. La balance commerciale du Burundi a toujours été déficitaire, sauf en 1970 et 1973, où elle a présenté un solde positif de Fr.Bu. 76,2 M et 162,8 M respectivement. En 1971 et 1972 le solde déficitaire s'élevait à Fr.Bu. 260,9 M et 186,3 M respectivement. Les règlements d'exportations se sont élevés pour l'ensemble de l'année 1973, à Fr.Bu. 2.463,8 M dont Fr.Bu. 1.923,7 M pour le café, Fr.Bu. 110,9 M pour le coton et Fr.Bu. 254,0 M pour les peaux. Le reliquat de Fr.Bu. 175,2 M comprend les règlements d'exportation de thé, de minerais, de diverses productions industrielles et agricoles, et des réexportations. Les importations qui se sont élevées en 1973 à Fr.Bu. 2.301 M contre 2.359,4 M en 1972, comportaient des biens de production 10,8%; d'équipement 25,1%; et de consommation 48,6%. Les divers comprenant les sacs de jute, les peaux brutes, le ciment, les articles en papier et les cigarettes, s'élevaient à 15,5%. La diminution des importations a eu pour conséquence des ruptures de stocks qu'il sera assez difficile et long de reconstituer. Des mesures spéciales ont été édictées à cet effet.
7. La balance des paiements présente depuis 1969 un solde créditeur (Fr.Bu. 314,1 M en 1973). Les avoirs nets du Burundi en monnaie étrangère ont augmenté de la même somme et sont passés de Fr.Bu. 634,3 M au 31 décembre 1972 à Fr.Bu. 948,4 M au 31 décembre 1973.
8. Le budget ordinaire accuse un solde positif depuis 1970 et en 1973 s'est clôturé avec un excédent de Fr.Bu. 21.827.124 M. A noter que, dans les dépenses une somme de Fr.Bu. 106.730.677 M concerne le règlement d'impayés d'exercices antérieurs. A noter également que le règlement de Fr.Bu. 59.329.147 concernant aussi des impayés d'exercices antérieurs a été effectué par un compte hors budget.

/...



Si l'on tient compte de cette dépense, l'exercice 1973 accuse un déficit de Fr.Bu. 37.502.691. Si l'on tient compte de toutes les opérations de trésorerie, le déficit réel est de Fr.Bu. 62.218.559. L'endettement du Trésor vis-à-vis du secteur bancaire est resté à un niveau élevé Fr.Bu. 894,6 M en fin décembre 1973 contre Fr.Bu. 788,2 M en fin décembre 1972.

9. L'infrastructure du Burundi, malgré les efforts constants du Gouvernement, reste nettement insuffisante. En effet, le réseau routier, dont l'état est médiocre, compte environ 6.000 kms de routes et de pistes; cependant 200 kms seulement sont à revêtement bitumineux.  
Le pays ne possède qu'un aéroport international; les communications aériennes avec l'intérieur du pays sont limitées aux avions petit-porteurs. Les services postaux et de télécommunications ne répondent pas aux besoins de la population. La majeure partie de l'énergie électrique est assurée par une source hydro-électrique au Zaïre. L'autre partie est fournie par des centrales thermiques et des centrales hydro-électriques de faible puissance existant au Burundi.
- B. Objectifs et envergure de la revision du programme
10. Le programme par pays du Burundi a été approuvé le 16 janvier 1974 lors de la dix-septième session du conseil d'Administration du PNUD. Il a été convenu dès décembre 1973 avec le Gouvernement que certains projets du programme devaient être modifiés et il a été décidé en accord avec le Siège du PNUD qu'une revision partielle du programme aurait lieu en avril/mai 1974. Cette revision ne devait nécessiter ni la participation des Institutions spécialisées ou du Siège du PNUD, ni la soumission d'un nouveau programme à l'approbation du Conseil d'Administration du PNUD.
11. Une série d'examens tripartites sur chaque projet concerné a été suivie d'une réunion de synthèse au niveau ministériel lors de laquelle les priorités du Gouvernement relatives aux demandes d'assistance supplémentaire du PNUD ont été arrêtées. Neuf projets figurent sur cette liste de priorités dont deux nouveaux - un de grande envergure et un petit -.

/...



Quant aux autres, il s'agit de prolongations d'activités en cours. La revision partielle a permis de faire le point des dépenses réelles du programme, de dégager les économies effectuées en cours d'exercice et de les utiliser pour des fins urgentes, et en général de planifier de manière plus réaliste l'assistance du PNUD dans le cadre du chiffre de planification 1972 - 1976.

C. Traits saillants de la situation économique et sociale du pays

12. Pays enclavé, à forte densité de population, disposant de peu de ressources naturelles, le Burundi présente toutes les caractéristiques d'un pays en voie de développement parmi les moins favorisés. Son développement économique et social est d'ailleurs dominé par un certain nombre de problèmes dont :
- la croissance démographique continue ;
  - l'amenuisement et l'épuisement des terres cultivables ;
  - la modicité du produit intérieur brut et du revenu monétaire par habitant ;
  - la précarité des Finances Publiques.
13. Le développement du Burundi dépend surtout de l'intensification, de l'amélioration et de la diversification de la production agricole. Ceci doit permettre de rehausser le niveau de vie et le pouvoir d'achat des populations, et de procurer au pays les ressources, principalement celles en devises, nécessaires à son expansion économique et sociale. Le développement agricole doit également résoudre le problème vivrier pour faire face aux besoins d'une population à démographie galopante. Cette situation pourrait cependant changer à plus ou moins brève échéance suivant la mise en exploitation des gisements de nickel, découverts en début 1973 dans le Sud-Est du pays.

/...

14. L'avenir de l'économie burundaise dépendant jusqu'ici de chaque campagne café, semblerait donc moins précaire, mais une importante infrastructure devra être mise en place avant de pouvoir procéder à la mise en valeur des gisements de nickel.
15. Le problème de manque de formation des travailleurs pour le secteur moderne et d'insuffisance de cadres compétents pour l'administration et l'enseignement limite encore l'avenir du pays.

D. Principaux objectifs de développement

16. Les deux grandes options globales du Deuxième Plan Quinquennal, conçues cependant à plus long terme, tout en étant basées sur les réalisations à atteindre de 1973 - 1977, sont :
  - l'augmentation du niveau de vie des populations par une amélioration de la capacité économique et financière du pays;
  - l'amélioration de la participation et de la capacité contributive du pays à l'effort de développement.

/...



17. Etant donné la gravité du problème foncier - amenuisement et épuisement des sols dûs à l'accroissement démographique et du pâturage excessif - les actions préconisées dans le Deuxième Plan Quinquennal sont dominées par la double nécessité fondamentale :

- de résoudre de façon urgente et si nécessaire drastique le problème du bétail et plus particulièrement celui des surplus ;
- d'améliorer les facteurs physiques et chimiques des sols pour en accroître le rendement.

E. Stratégie nationale du développement

18. Le Premier Plan Quinquennal - 1968-1972 - constituait une première approche globale du développement économique et social, étape intermédiaire vers une programmation opérationnelle plus rigoureuse. Les objectifs atteints seraient de l'ordre de 40%. Le Deuxième Plan Quinquennal - 1973-1977 - constituera en quelque sorte un plan cadre dont la mise en oeuvre se fera par tranches opérationnelles. Dans une large mesure, il prolongera les actions du premier de même que celui-ci poursuivait certaines entreprises dont le début se situe avant la période du Premier Plan. Ceci s'explique par le fait que :

- les problèmes de base sont restés les mêmes ;
- la mise en oeuvre de nombreux projets destinés à atteindre les objectifs du Premier Plan Quinquennal se poursuivra dans le cadre de la période couverte par le Deuxième Plan, voir au delà de celle-ci.

19. L'originalité du Deuxième Plan se traduit par la recherche :

- d'une participation nationale croissante à la mise en oeuvre du plan;
- d'une régionalisation aussi poussée que possible des programmes de développement basée sur la complémentarité des différentes régions du pays, et l'intégration dans cette optique des actions prévues dans les divers secteurs socio-économiques.

/...



F. Rôle de l'assistance du PNUD par rapport aux autres aides extérieures

20. L'assistance du PNUD et du Système des Nations Unies représente plus de 15% de l'ensemble des aides extérieures que reçoit le pays et se place après celle de la Belgique et du FED. Le PNUD intervient pour le financement d'environ vingt-cinq projets comportant plus de soixante experts.
21. En plus du programme financé par le PNUD dans le cadre du chiffre indicatif de planification (CIP) de \$ 10 millions pour la période 1972-1976, le Burundi bénéficie de deux projets nationaux financés par le PNUD hors du CIP dans le cadre de l'aide aux pays les moins développés, de projets régionaux et interrégionaux également financés par le PNUD, et de programmes ordinaires ou autres sur des fonds accordés par certaines Institutions Spécialisées. C'est ainsi que l'OMS, l'UNICEF, le PAM et la CMCF apportent depuis quelques années une contribution importante aux secteurs santé, éducation et agriculture.
22. Le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population serait prêt à accorder de nouveau une assistance au Gouvernement pour résoudre ses problèmes démographiques. Le Service des Volontaires des Nations Unies a commencé à mettre à la disposition de certains projets des volontaires spécialisés dans divers domaines. Certains organismes et Institutions Spécialisées des Nations Unies tels que la CEA, le BIT, l'ONUDI, l'OMM, l'UNESCO et la CNUCED sont disposés à accorder des bourses de perfectionnement et à financer les frais de voyage et de subsistance des fonctionnaires participant aux séminaires, conférences et voyages d'études. Enfin, depuis 1962 le Haut Commissariat pour les Réfugiés assiste le Gouvernement dans son programme d'aide aux réfugiés.
23. La Belgique et le Fonds Européen de Développement restent les donateurs d'assistance technique les plus importants, suivis du Système des Nations Unies, la France et la République Fédérale d'Allemagne.

/...



Le programme d'assistance de la République Populaire de Chine dans le cadre de son prêt à long terme n'est qu'au stade d'études d'évaluation et de factibilité.

24. Le Canada, les Etats-Unis, les Pays-Bas, la Suisse et l'URSS fournissent également une aide appréciable au Burundi.
25. Au 15 juin 1973 les engagements du troisième FED s'élevaient à plus de 25 Millions d'unités de compte; la priorité est donnée par cet organisme aux investissements économiques et sociaux et notamment à l'infrastructure.
26. La coordination de l'assistance technique reste dans les attributions du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et du Plan auquel les aides bilatérales fournissent un certain nombre de conseillers.
27. La majeure partie des ressources financières nécessaires à la réalisation des projets d'investissement compris dans le Deuxième Plan 1973-1977 provient de sources d'aide extérieure assorties dans la plupart des cas d'une assistance technique. En raison de la faiblesse et de la précarité de son revenu national, le pays est obligé d'avoir recours à des aides financières et techniques extérieures dont les charges de contrepartie sont minimales, surtout sur le plan budgétaire.
28. Pour atteindre les objectifs du Gouvernement le Deuxième Plan prévoit des investissements de l'ordre de Frs.Bu. 38.000 millions dont environ 90% proviendraient de capitaux privés et 10% de fonds publics. La répartition par secteur se fait comme suit :

- Développement rural	3.700,5
- Géologie-Mines	25.098,1
- Industrie - Tourisme - Commerce	1.608,6
- Infrastructure	5.460,8
- Education Nationale	551,0
- Santé Publique	654,8
- Approvisionnement en eau	217,2
- Information	463,4



ESTIMATIONS DES RESSOURCES AFFECTEES AU TITRE  
DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA PERIODE  
DE PROGRAMMATION ( 1972 - 1976 )  
(en millions de dollars des Etats-Unis)

ORIGINE	MONTANTS				
	1972	1973	1974	1975	1976
Programmes bilatéraux 1/ (Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, R.F.A., République de Chine, Suisse, R.A.E., Tchécoslovaquie, U.R.S.S.)	17,3	16,7	5,8	4,9	4,5
Programmes multilatéraux autres que le PNUD et ceux des organismes des Nations Unies					
FED 2/	4,0	8,0	8,0	8,0	8,0
BAD	-	0,2	-	-	-
Agences Volontaires (IPPF, UIPE, Pathfinders Fund, OXFAM, Croix-Rouge)	0,2	-	-	-	-
Programmes ordinaires des Organismes des Nations Unies					
UNICEF	0,1	0,6	0,2	-	-
PAM	1,1	1,1	1,1	0,5	-
ONUDI (SIS), ONUDI (REG), NU, FMI, FNUAP	0,1	0,1	-	-	-
IDA	0,4	0,4	0,4	-	-
OMS	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
HCNUR	0,1	0,5	0,3	-	-
CMCF, UNESCO, etc.	0,5	0,3	-	-	-
PNUD - Hors CIP	-	0,3	0,3	0,3	0,3
PNUD - CIP	2,5	2,5	2,6	1,6	0,8
TOTAL GENERAL	26,6	31,0	19,0	15,6	13,9

1/ Des contributions en nature et en espèces ont été accordées en 1972 par l'aide bilatérale, en sus des montants indiqués, pour aider le Gouvernement à redresser la situation dans les zones sinistrées suite aux événements de 1972.

2/ Les montants élevés indiqués pour les années 1973-1976 représentent des fonds accumulés par suite des délais de mise en exécution des activités des projets prévus dans le cadre du programme FED I, II et III. Ce programme se poursuivra vraisemblablement au-delà de 1976.



Section II : DESCRIPTION DES BESOINS SECTORIELS  
A SATISFAIRE PAR L'ASSISTANCE DU PNUD

A. AGRICULTURE

a) Description des réalisations et des objectifs du secteur.

29. La prééminence du secteur agricole résulte de ce qu'il comporte les activités les plus productrices et les plus directement utiles à l'accroissement du revenu national, du niveau de vie des populations, ainsi qu'à l'amélioration de la capacité économique et financière du pays.
30. Au cours de la période quinquennale 1968-1972 l'aide extérieure, conjuguée avec l'effort national, a principalement été centrée sur trois programmes d'importance dominante et dont l'exécution a favorablement progressé : le développement de la théiculture, l'amélioration de la productivité agricole en province de Ngozi et la mise en valeur de l'Imbo.
31. Dans le cadre du second plan de développement (1973-1977) l'accent est mis sur le développement et la diversification des cultures d'exportation ou de celles susceptibles de limiter ou de supprimer les importations.
32. Les principaux objectifs du plan sont les suivants :
- i) Cultures industrielles
- Intensification des productions caféières et cotonnières,
  - développement du programme théicole,
  - programmes industriels de quinquina, tabac, canne à sucre.
- ii) Cultures vivrières
- Extension et intensification des cultures céréalières, arachide et soja,
  - amélioration des palmeraies naturelles,
  - développement des cultures maraîchères.

/...

iii) Elevage

- intensification de la lutte contre les tiques et les épizooties,
- élimination progressive des non-valeurs par une solution intégrée d'exploitation,
- actions ponctuelles de ranching dirigé et de paddocking,
- sélection et croisement pour l'amélioration des qualités bouchères et laitières,
- extension des régies avicoles et du programme apicole.

iv) Pêche

- poursuite de l'étude hydro-biologique du Lac Tanganyika,
- développement de la pêche artisanale avec amélioration du conditionnement du poisson et de sa commercialisation.

v) Forêts

- protection et exploitation rationnelle de la forêt naturelle et des boisements,
- réalisation de boisements domaniaux et communaux pour la production de bois d'oeuvre et de feu,
- protection des bassins versants.

vi) Utilisation du sol et de l'eau

- intensification de la lutte anti-érosive,
- programme engrais sur cultures vivrières,
- mise en valeur des marais.

vii) Formation et vulgarisation

- création d'une section de formation d'agents de la santé et de la production animale,
- extension des activités du Département de l'Information et de la Vulgarisation.

viii) Crédit agricole

- développement du crédit agricole et financement de sociétés de gestion étatiques ou semi-publiques.

/...



ix) Divers

- amélioration du stockage et de la commercialisation des produits,
- adaptation de la recherche agricole aux objectifs du Plan.

33. Le coût total des opérations de développement rural prévues est de Frs.Bu. 6.214,7 M se répartissant en 3.700,5 M de dépenses d'investissement et Frs.Bu. 2.454,2 M de dépenses récurrentes. On prévoit que le financement national sera de Frs.Bu. 3.075,0 M. Quant au financement extérieur, il doit s'élever à Frs.Bu. 3.139,7 M dont Frs.Bu. 1.604,8 sont déjà obtenus. La part du FED s'élève à 57,5% environ.

b) Assistance autre que celle du PNUD

34. Le Burundi reçoit une aide importante du FED. La Belgique, la France, et la Banque Mondiale accordent également une assistance importante dans le domaine de l'agriculture. Dans le cadre du Système des Nations Unies le Service des Volontaires des Nations Unies est prêt à mettre à la disposition du Gouvernement des volontaires pour travailler en collaboration avec les experts du projet pêche et de l'Institut Technique Agricole du Burundi. L'ITAB bénéficie déjà des services d'un volontaire.

c) Projets bénéficiant de l'aide du PNUD

35. Dans la perspective des objectifs prioritaires du Gouvernement, l'assistance du PNUD est requise pour les projets suivants :

(i) Technologie laitière - BDI/71/001 - FAO

36. La nouvelle Laiterie Centrale de Bujumbura a été construite par le Gouvernement et équipée par l'UNICEF. Le Gouvernement a demandé au PNUD de lui fournir un expert en technologie laitière pour assister à l'installation de la laiterie de Bujumbura, diriger sa marche et donner des conseils pour la laiterie de Kiryama. Le projet a été approuvé pour trois ans.

/...

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 89.917
Matériel (pour la laiterie de Kiryama)	53.922
Divers	1.647
Total	<u>\$ 145.486</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 31.279.000 ou \$ E.U. 397.194  
y compris équipement fourni par l'Unicef

Durée du projet : 3 ans (novembre 1972 à octobre 1975)

(ii) Développement laitier - BDI/74/004 - FAO

37. Il a été décidé en commun accord avec le Gouvernement, la FAO et le PNUD, de réunir deux petits projets figurant aux pages 13 et 17 du programme du Burundi DP/GC/BDI/R.1, soit le Développement laitier et l'Expert zootechnicien, pour former un seul projet plus homogène. L'objectif à long terme du projet est de développer l'élevage en vue d'une amélioration de l'apport protéique dans l'alimentation de la population et partant, épargner les devises que le pays affecte chaque année à l'importation des produits d'origine animale. Ce projet est actuellement en voie d'approbation.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 60.000
Matériel (bétail, véhicules)	92.000
Divers	3.500
Total	<u>\$ 155.500</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 6.816.000 ou \$ E.U. 86.552

Durée : 2 ans

(iii) Recherches halieutiques et développement de la pêche BDI/508 - Phase I

38. Ce projet, en cours depuis début 1971, a pris fin en décembre 1973. Il avait pour objectifs principaux, les recherches biologiques et /...



analyses des données; les recherches sur les méthodes et le matériel de pêche, et le traitement et la commercialisation du poisson. Ce projet figurait dans les toutes premières priorités du Gouvernement, dans le cadre de l'assistance du PNUD.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 306.413
Formation	3.994
Matériel	137.223
Divers	34.206
	<hr/>
Total	\$ 481.836

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 2.390.000 ou \$ E.U. 30.349

Durée du projet : 3 ans (début 1971 à fin 1973)

39. A la demande du Gouvernement, soucieux de résoudre le problème de manque de protéines et d'assurer le développement harmonieux et intensif de l'économie de la région lacustre, une deuxième phase a été approuvée par le PNUD comportant deux projets : l'un essentiellement concerné par le développement de la pêche artisanale, et l'autre par les recherches halieutiques. Les deux projets coopèrent étroitement sur le plan technique.

1. Développement de la Pêche sur le Lac Tanganyika - BDI/73/007 - FAO

40. Les objectifs du projet sont d'assister le Gouvernement dans le développement et l'organisation de la pêche par l'accroissement de la pêche artisanale, l'amélioration des méthodes de pêche et du traitement du poisson et l'accroissement de la distribution de produits dérivés de la pêche à travers le pays.

/...

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 295.000
Formation	21.000
Matériel	336.159
Divers	32.341
Total	<u>\$ 684.500</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 12.804.000 ou \$ E.U. 162.590

Durée du projet : 3 ans (début 1974 - fin 1976)

2. Recherches halieutiques sur le Lac Tanganyika - BDI/73/020 - FAO

41. Le but du projet est d'assister le Gouvernement du Burundi dans le domaine du développement et de l'organisation de la pêche dans cette partie du Lac Tanganyika. Cette assistance prend la forme de recherches sur les stocks de poisson et sur le lac en général, et doit assurer la formation du personnel capable de contrôler les principaux paramètres des stocks. L'intérêt manifesté par les Gouvernements des pays riverains du Lac Tanganyika pour la régionalisation de l'élément recherches des projets de pêche actuellement en cours au Burundi, en Tanzanie et en Zambie, n'a pas été perdu de vue. Mais en attendant que cette régionalisation se concrétise, le financement des activités sera garanti sur le CIP :

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 247.000
Formation	13.000
Matériel	31.598
Divers	63.850
Total	<u>\$ 355.448</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 5.994.000 ou \$ E.U. 76.114

Durée du projet : 3 ans (début 1974 - fin 1976)

/...



(iv) Génie rural - Phase I et II - BDI/68/010 - BDI/74/006 - FAO

42. La première phase du projet a commencé en avril 1968 et a pris fin en février 1974. Le projet avait pour objectifs principaux la mise en valeur des terres pour le développement agricole par l'irrigation et le drainage des marais, l'étude des ressources en eau et la prévision des crues. Confronté par une pénurie de personnel technique, le Gouvernement a demandé et obtenu que le projet soit prolongé d'une deuxième phase visant à renforcer la Direction du Département du Génie Rural, de manière à lui permettre de jouer son rôle de conseiller technique et de former des cadres dont il a besoin. Un élargissement des activités est à prévoir au cours du prochain exercice de programmation.

Apports du PNUD - CIP - 1ère phase

Personnel	\$ 78.750
Matériel	16.497
Divers	6.185
Total	<u>\$ 101.432</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 2.350.000 ou \$ E.U. 29.524

Durée du projet : 2 ans et 2 mois (début 1972 à fin février 1974).

Apports du PNUD - CIP - 2ème phase

Personnel	\$ 42.500
Matériel	2.000
Divers	3.000
Total	<u>\$ 47.500</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 2.210.000 ou \$ E.U. 28.063

Durée du projet : 17 mois (1er août 1974 à fin décembre 1975).

/...

(v) Vulgarisation agricole - BDI/68/013 - Vulgarisation et planification agricole - BDI/73/001

43. Le projet BDI/68/013 était prévu jusqu'à fin février 1973. A la demande du Gouvernement, une deuxième phase BDI/73/001 a été approuvée jusqu'à fin février 1975. Cette prolongation doit permettre à l'expert en poste, qui est également Représentant de la FAO au Burundi, de continuer ses activités de vulgarisation auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et plus particulièrement sa collaboration avec la Direction de la planification agricole. Lors de la revision partielle du programme, le Gouvernement a accordé une très haute priorité à ce projet et a demandé que le poste soit de nouveau prolongé de seize mois jusqu'en fin juin 1976.

Apports du PNUD - CIP - 1ère phase

Personnel	\$ 35.000
Divers	580
Total	\$ 35.580

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 1.200.000 ou \$ E.U. 15.237

Durée du projet : 1 an et 2 mois (début 1972 à fin février 1973)

Apports du PNUD - CIP - 2ème phase avec prolongation

Personnel	\$ 100.000
Matériel	21.000
Divers	1.000
Total	\$ 122.000

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 4.500.000 ou \$ E.U. 57.143

Durée du projet : 3 ans et 4 mois (mars 1973 à fin juin 1976).

/...



(vi) Institut Technique Agricole du Burundi BDI/501 - BDI/73/016

44. Ce projet, destiné à former des cadres et techniciens agricoles nécessaires au développement de ce secteur important, a commencé dès 1967. La première phase a pris fin en août 1973 et à la demande du Gouvernement une deuxième phase a été approuvée pour parachever la formation d'un nombre suffisant d'éléments pour couvrir les besoins du pays. Une section de formation de techniciens en élevage a été créée cette année au sein de l'établissement.

Apports du PNUD - CIP - 1ère phase

Personnel	\$ 359.294
Formation	35.842
Matériel	40.448
Divers	20.919
Total	\$ 456.503

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 26.082.416 ou \$ E.U. 331.205

Durée du projet : 1 an et 8 mois (début 1972 à fin août 1973)

Apports du PNUD - CIP - 2ème phase

Personnel	\$ 535.877
Formation	49.500
Matériel	168.000
Divers	57.000
Total	\$ 810.377

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 149.760.528 ou \$ E.U. 1.901.723

Durée du projet : 3 ans (du 1er juillet 1973 au 30 juin 1976)

(vii) Crédits et coopératives agricole - BDI/68/012

45. Un expert se trouvait en poste depuis octobre 1965.  
Sa mission terminée, le projet a pris fin en décembre 1972.

/...

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 30.000
Matériel	273
Divers	180
Total	\$ 30.453

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 60.000 ou \$ E.U. 762

Durée du projet : 1 an (de début à fin 1972)

(viii) Etude de factibilité pour la mise en valeur de 9.500 ha de la Basse Vallée de la Ruzizi - BDI/73/003

46. Le Gouvernement a sollicité en mars 1973 l'assistance du PNUD pour une étude de factibilité d'une partie de la région fertile de la Basse Vallée de la Ruzizi. La BIRD a exprimé son intérêt pour l'étude. D'autres aides bilatérales et multilatérales dont la Belgique, la France et le FED accordent déjà une assistance pour la mise en valeur de certaines zones bien déterminées. Un soin particulier a été pris pour éviter toute duplication des aides extérieures. Ce projet figure parmi les objectifs prioritaires du Gouvernement dans sa politique d'étendre des aires cultivables dans les régions les plus propices. Le budget du projet s'établit comme suit, mais étant donné les délais d'exécution une augmentation pourrait être envisagée.

Apports du PNUD

Sous-traitant \$ 200.000

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 1.330.000 ou \$ E.U. 16.889

Durée du projet : 18 mois (à partir de mai 1975)

/...



(ix) Consultant pour la création d'un parc national - BDI/73/008

47. Le tourisme est pratiquement inexistant au Burundi. Cependant, il y a des possibilités certaines. Le Lac Tanganyika avec son micro climat ensoleillé offre des moyens de délasserment, et un parc national, tout en permettant la sauvegarde de la faune du pays, constituerait un second pôle d'attraction. Un consultant a effectué une mission du 21 janvier au 1er mars 1974 pour étudier les problèmes qui se posent et formuler des recommandations.

Apports du PNUD - CIP

Consultant \$ 5.000

Contribution du Gouvernement : p.m.

Durée du projet : 1 mois et demi (début 1974).

B. RESSOURCES HUMAINES

a) Description des réalisations et des objectifs du secteur

EDUCATION ET FORMATION

48. Le développement économique et social du Burundi est, dans une très grande mesure, tributaire de l'existence, dans le pays, de cadres qualifiés et en nombre suffisant. Une politique correcte d'éducation et de formation est, par conséquent, le seul moyen de venir à bout de ce problème.
49. Le Gouvernement, conscient du taux de déperdition très important et, partant, du faible rendement de l'enseignement au Burundi, a élaboré une profonde réforme de l'éducation dans le cadre du Deuxième Plan Quinquennal. Les objectifs de la réforme sont la ruralisation et la "kirundisation" - enseignement en langue nationale - de l'enseignement primaire, la diversification de l'enseignement secondaire et la réorganisation de l'enseignement supérieur par la création d'une Université nationale. Pour mener à bien cette entreprise le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture sera réorganisé.
50. L'école primaire rénovée doit remplir un rôle important dans le développement intégré des communautés rurales. Elle doit constituer un noyau d'activités en faveur de toute la population rurale, qu'il s'agisse d'éducation de base, d'assainissement, d'amélioration de l'habitat et de l'hygiène ou d'activités de vulgarisation agricole. Un Bureau d'Education Rurale - B.E.R. - a été créé pour la mise en oeuvre des multiples tâches préliminaires et permanentes dont est tributaire la réforme de l'enseignement primaire.
51. Dans la réforme de l'enseignement secondaire l'accent est mis sur une orientation pratique - former des jeunes aptes à entrer dans la vie active après chaque palier d'orientation. Ainsi seront automatiquement récupérés les jeunes éliminés du système éducatif actuel et par conséquent mal préparés à la poursuite d'une activité lucrative. Pour pallier les besoins en cadres moyens, l'enseignement secondaire est réformé aussi bien en ce qui concerne la diversification des filières de formation, qu'en ce qui concerne la durée de la formation dans chaque filière. A chaque étape ou "palier" correspond une finalité propre, sanctionnée par un brevet ou un diplôme particulier.

/...



52. L'Université du Burundi est créée sur la base de l'intégration de l'Université Officielle de Bujumbura, de l'Ecole Normale Supérieure, et de l'Ecole Nationale d'Administration. L'Université du Burundi comportera l'Institut Universitaire d'Administration, de Droit et d'Economie; l'Institut Universitaire des Sciences Humaines; l'Institut Universitaire des Sciences de l'Education; l'Institut Universitaire des Sciences et de Technologie; l'Institut Universitaire des Sciences et d'Agronomie et l'Institut Universitaire de Santé et de Médecine.
53. L'avantage de substituer les Instituts Universitaires aux Facultés traditionnelles réside dans leur plus grande flexibilité face aux besoins de la société en mutation et de l'économie nationale en développement, en évitant de figer l'enseignement supérieur dans des structures institutionnelles permanentes prématurées.

#### SANTE

54. L'insuffisance de l'infrastructure dans le domaine de la santé publique au Burundi n'a fait que s'aggraver suite aux événements d'avril-mai 1972. Le redressement des conditions sanitaires dans les régions sinistrées, et le rétablissement des services de santé publique s'ajoutent à l'objectif de base du Plan 1973-1977 qui consiste à accorder la priorité à la médecine préventive par rapport à la médecine curative.
55. Dans la perspective du Plan, les efforts du Gouvernement sont principalement concentrés sur la formation du personnel sanitaire de tous niveaux et disciplines, le rétablissement des services de santé dans les régions sinistrées, le renforcement de l'infrastructure sanitaire et le développement des activités préventives et curatives, en insistant sur la santé maternelle et infantile, la promotion de la salubrité de l'environnement, en particulier, l'approvisionnement en eau potable, la lutte contre les maladies transmissibles, l'établissement d'un laboratoire de conditionnement des médicaments.

/...



MAIN D'OEUVRE

56. La main d'oeuvre pose au Gouvernement des problèmes majeurs dont les solutions restent difficiles faute de statistiques fiables. Les besoins les plus importants de ce secteur sont, entre autres, le renforcement de l'administration du travail, l'identification et l'établissement de projets susceptibles d'offrir un emploi intensif à un nombre important de travailleurs pour rentabiliser au maximum le capital humain dont dispose le pays.
57. En ce qui concerne la formation professionnelle le problème reste entier. Le Gouvernement cherche des solutions pour pallier le manque d'ouvriers et d'artisans qualifiés dont les effectifs nécessaires sont cependant dans tous les cas relativement restreints. A la demande du Gouvernement une étude et une évaluation des possibilités de formation dans le cadre des écoles existantes a été faite par un consultant du BIT début 1974.

b) Assistance autre que celle du PNUD

ENSEIGNEMENT ET FORMATION

58. L'UNICEF, le PAM et la CMCF accordent respectivement une aide en équipement scolaire, vivres et fournitures pour la création de jardins scolaires. Le Service des Volontaires des Nations Unies a accepté de mettre des volontaires à la disposition du Gouvernement pour le projet d'éducation communautaire pour le développement rural intégré. L'aide fournie par la Belgique s'élève à environ 80 personnes pour l'enseignement non-universitaire et 17 pour l'enseignement universitaire; celle de la France s'élève à plus de 70 professeurs d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur. Enfin, l'Union Soviétique pourvoit 10 professeurs d'enseignement supérieur, et un certain nombre d'instructeurs d'enseignement technique est fourni par le Canada. Le FED finance la construction et l'équipement d'établissements d'enseignement supérieur tels que l'Ecole Normale Supérieure et l'Institut Technique Agricole du Burundi.

/...



### SANTE

59. Suivant les priorités établies par le Gouvernement, et dans le cadre de son programme ordinaire, l'Organisation Mondiale de la Santé fournit son assistance dans les domaines suivants : Développement des Services de Santé de Base, en mettant un accent particulier sur la protection maternelle et infantile, et la salubrité de l'environnement, formation du personnel sanitaire des différentes disciplines; Développement d'un Service d'Epidémiologie chargé de lutter contre les maladies transmissibles, telles que la variole, la tuberculose, le typhus éxanthématique, la schistosomiase; Développement d'un Service de Transmission Sanguine. L'OMS octroie également des bourses de formation.
60. L'UNICEF apporte son concours depuis 1968 à l'aide donnée par l'OMS par l'apport d'équipement médical et d'indemnités de stages. Il a participé au projet de Rétablissement des Services de Santé Publique dans les zones sinistrées suite aux événements de 1972, par le financement de la réparation de locaux endommagés, l'achat de véhicules, d'équipements, de médicaments, etc. Il accorde également une assistance au projet de lutte contre le typhus d'une durée de 3 ans.
61. Depuis 1971, le PAM fournit une aide à l'amélioration de l'alimentation dans les établissements hospitaliers.
62. Dans le domaine de la santé, la Belgique donne une aide directe en médecins et personnel hospitalier ainsi que par le biais du Fonds Médical Tropical. La France, outre la prise en charge de l'Institut Universitaire de Santé et de Médecine, fournit, ainsi que l'Union Soviétique, un certain nombre de médecins pour les établissements hospitaliers de Bujumbura.

### MAIN D'OEUVRE

63. Ce secteur n'a pas fait l'objet d'assistance importante de sources extérieures.

c) Assistance demandée au PNUD

64. L'assistance dans le domaine de l'éducation et de la formation de cadres demandée au PNUD représente 30% du CIP (43,5% si l'on inclut le projet de formation de techniciens agricoles - ITAB). La plupart des projets sous cette rubrique sont en cours d'exécution depuis plusieurs années et il est prévu de les continuer pour pourvoir le Burundi en professeurs et cadres qualifiés.
65. L'aide du PNUD a été demandée et accordée pour l'assainissement de la ville de Bujumbura. Le PNUD finance, en dehors du CIP, un projet d'aide au rétablissement des Services de Santé Publique, suite aux événements de 1972, dont le coût est de US \$ 1,232.050.
66. Le Gouvernement a demandé que l'assistance du PNUD dans le domaine de la main-d'oeuvre soit prolongée.

Planification et Administration de l'Education - BDI/68/014 - UNESCO

67. Ce projet a débuté en mars 1964 et a pris fin en mars 1973. Il avait pour objectif l'analyse de la structure du système éducatif et de l'administration de l'éducation et la planification des améliorations à apporter dans ces domaines.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 37.500
Formation	3.185
Matériel	25
Total	\$ 40.710

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 105.000 ou \$ E.U. 1.333

Durée du projet : 1 an et 3 mois (début 1972 à fin mars 1973).

/...



Orientation scolaire - BDI/68/017 - UNESCO

68. Commencé en octobre 1969, ce projet a pris fin en novembre 1972. Les objectifs du projet étaient de promouvoir la coordination entre les départements gouvernementaux dans le domaine de l'orientation scolaire; aider à établir un Bureau d'orientation scolaire et à augmenter le nombre d'écoles à bénéficier des épreuves d'orientation scolaire et améliorer l'examen national pour l'entrée dans l'enseignement secondaire; assurer une formation pratique du personnel de contrepartie.

Apports du PNUD

Personnel	\$ 27.500
Matériel	39
Total	\$ 27.539

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 77.000 ou \$ E.U. 978

Durée du projet : 11 mois (début 1972 à fin novembre 1972)

Enseignement primaire en milieu rural - BDI/68/016 - UNESCO .

69. Devenu opérationnel en mars 1969, ce projet a pris fin en août 1973. Cependant les activités du projet ont été élargies et le nombre d'experts renforcé dans le cadre d'un nouveau projet BDI/73/019 - Education Communautaire pour le développement rural intégré financé sur le fonds réservé aux pays les moins développés.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 50.000
Formation	7.563
Matériel	10.159
Total	\$ 67.722

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 13.570.200 ou \$ E.U. 172.320

Durée du projet : 1 an et 8 mois

/...

Education féminine - BDI/68/019 - UNESCO

70. Ce projet, dont le but était d'aider le Gouvernement dans l'exécution de son programme d'amélioration de l'éducation féminine par la réforme de l'enseignement social et ménager, a commencé en octobre 1968. Il a pris fin en décembre 1973, la réforme du système éducatif qui ne fait aucune distinction entre l'éducation féminine et masculine ayant ôté sa raison d'être.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 60.000
Formation	5.872
Total	\$ 65.872

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 600.000 ou \$ E.U. 7.125

Durée du projet : 2 ans (janvier 1972 à décembre 1973)

Institut Universitaire des Sciences de l'Education - BDI/71/516 - UNESCO

71. Ce projet, lancé en janvier 1967 sous le titre de "Ecole Normale Supérieure", avait pour objectif la formation des maîtres du premier cycle de l'enseignement secondaire. La première phase du Projet s'est terminée le 31 août 1971. Une deuxième phase de trois ans a été approuvée à partir du 1er janvier 1972.
72. La réforme globale du système de l'éducation du Burundi a nécessité l'élaboration d'un document de projet transformant l'ENS en Institut Universitaire des Sciences de l'Education - IUSE - dans le cadre de l'Université du Burundi nouvellement créée, et portant la durée du projet à quatre ans et sept-mois. Ce document de projet est en cours d'approbation.
73. L'IUSE est appelé à aider le Gouvernement à réorganiser le système éducatif par la formation des enseignants à tous les niveaux, l'amélioration des structures existantes ainsi qu'une recherche pédagogique destinée à promouvoir cette réorganisation sur le plan des programmes, des méthodes, de la psychopédagogie et de la technologie.

/...



74. Les objectifs poursuivis par l'I.U.S.E. comprennent : la formation et le perfectionnement des professeurs du premier et du second cycle pour l'enseignement secondaire, la formation des inspecteurs primaires et secondaires, la formation des techniciens de l'éducation pédagogique, la recherche linguistique appliquée et la recherche opérationnelle.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 879.594
Formation	193.397
Matériel	63.961
Divers	38.156
Total	<u>\$1.175.108</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 286.977.000 ou \$ E.U.3.644.152

Durée du projet : 4 ans et 7 mois (1er janvier 1972 à juillet 1976)

Ecole Nationale d'Administration - BDI/66/503

Projet d'Administration Publique - BDI/71/518 - ONU

75. Ce projet a été créé en octobre 1966 pour répondre aux vœux du Gouvernement de doter le pays de cadres administratifs en nombre suffisant. Le but essentiel du projet était d'aider le Gouvernement à intensifier la formation avant l'emploi et le perfectionnement en cours d'emploi des cadres moyens des services publics, semi-publics et privés. La première phase a pris fin en juin 1972. La deuxième phase est actuellement prévue jusqu'au 30 juin 1976. Cependant, par suite de la réforme du système éducatif et la fusion de l'Ecole Nationale d'Administration à l'Université du Burundi, une révision du document de projet est nécessaire pour refléter les activités réelles du projet et le proroger d'un an jusqu'en juin 1977.

Apports du PNUD - CIP

Extension de la première phase

Personnel	\$ 80.021
Formation	16.541
Matériel	3.156
Divers	3.328
Total	<u>\$ 103.046</u>

/...

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 6.341.500 ou \$ E.U. 80.527

Durée du projet : 6 mois (1er janvier au 31 juin 1972)

Deuxième phase

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 724.939
Formation	36.700
Matériel	18.201
Divers	19.507
Total	<u>\$ 799.347</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 54.862.500 ou \$ E.U. 696.667

Durée du projet : 4 ans (juillet 1972 à juin 1976)

Bibliothèque et documentation - BDI/68/020 - UNESCO

76. Une bourse Unesco a été octroyée en octobre 1971 pour la formation d'un bibliothécaire qui devait assumer les fonctions d'assistant à la bibliothèque de l'Université du Burundi à son retour fin juillet 1974. Malheureusement le boursier est décédé en octobre 1973.

Apports du PNUD - CIP

Formation	\$ 9.717
Matériel	320
Total	<u>\$ 10.037</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 220.000 ou \$ E.U. 2.794

Durée du projet : 1 an et 10 mois (janvier 1972 à octobre 1973)

/...



Conseiller en matières douanières - BDI/68/002 - ONU

77. Les objectifs principaux de ce projet, qui a commencé en novembre 1967 et devait se terminer fin 1974, sont d'assurer la formation d'agents d'exécution des douanes et d'aider le Gouvernement à élaborer et à améliorer sa législation et réglementation douanière. Au cours de la récente révision partielle du programme le Gouvernement a demandé et obtenu que le projet soit prorogé de 10 mois jusqu'en octobre 1975 pour permettre à l'expert de parachever son programme de formation.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 115.000
Formation	44.670
Matériel	2.899
Divers	3.180
Total	<u>\$ 165.749</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 2.603.000 ou \$ E.U. 33.054

Durée du projet : 3 ans et 10 mois (début 1972 à octobre 1975)

Formation météorologique - BDI/68/006 - BDI/73/017 - OMM

78. Ce projet, devenu opérationnel en juin 1966, a pour objectifs principaux la formation d'un personnel suffisant pour assurer l'opération efficace du service météorologique, l'extension du réseau d'observation météorologique, la consolidation et l'organisation du Service de la Météorologie Nationale. Le projet devait prendre fin en octobre 1973 mais le Gouvernement a demandé et obtenu sa reconduction jusqu'à juillet 1976 pour mener à bien les activités : formation complète des météorologistes de la classe IV et organisation du Département Météorologique.

/...

Apports du PNUD - Phase I - CIP

Personnel	\$ 47.500
Formation	12.429
Matériel	9.273
Divers	349
Total	\$ 69.551

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.059.760 ou \$ E.U. 38.854

Durée du projet : 1 an et 10 mois (janvier 1972 à octobre 1973)

Apports du PNUD - Phase II - CIP

Personnel	\$ 78.750
Formation	30.000
Matériel	17.500
Divers	6.000
Total	\$ 132.250

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.616.000 ou \$ E.U. 45.917

Durée du projet : 2 ans et 8 mois (novembre 1973 à juillet 1976))

Formation topographique - BDI/69/007 - BDI/73/018 - ONU

79. Pour répondre aux besoins croissants de techniciens géomètres, le Gouvernement a créé en 1967 une section Techniciens-Géomètres à l'Ecole des Techniciens des Travaux Publics. Un expert - instructeur géomètre-topographe des Nations Unies assure depuis 1968 des cours de formation de spécialistes en topographie au niveau technicien, destinés à être employés dans les divers départements du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

/...



80. Les activités du projet, qui devaient se terminer en fin 1973, ont été retardées par les événements de 1972 et le Gouvernement a demandé et obtenu leur prolongation jusqu'en fin août 1975 pour qu'un nombre suffisant de techniciens et d'homologues soit formé avant le départ de l'expert.

Apports du PNUD - Phase I - CIP

Personnel	\$ 60.000
Matériel	27
Divers	575
Total	\$ 60.602

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.605.000 ou \$ E.U. 45.778

Durée du projet : 2 ans (début 1972 à fin 1973)

Apports du PNUD - Phase II - CIP

Personnel	\$ 50.000
Matériel	3.000
Divers	2.000
Total	\$ 55.000

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.798.000 ou \$ E.U. 48.229

Durée du projet : 1 an et 8 mois (janvier 1974 à août 1975)

Formation en aviation civile - BDI/68/021 - OACI

81. A la demande du Gouvernement un expert en aviation civile fut mis à la disposition du pays dès janvier 1965 pour élaborer des plans directeurs et des plans d'opération pour l'organisation et le développement de l'administration de l'aviation civile, et pour former du personnel technique et des cadres supérieurs. La mission de l'expert a pris fin en août 1973 tandis que le programme de formation continue jusqu'en 1976. Il n'est pas exclu que le Gouvernement demande une prolongation du programme de bourses à une date ultérieure.

/...

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 50.000
Formation	55.839
Matériel	1.400
Divers	2.564
Total	<u>\$ 109.803</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 1.995.000 ou \$ E.U. 25.333

Durée du projet : 5 ans (janvier 1972 à fin 1976)

Formation en télécommunications - BDI/72/001 - UIT

82. Le Gouvernement a demandé, et obtenu du PNUD, le financement d'un programme de quatre bourses de formation de personnel pour le Département des télécommunications du Burundi. Les boursiers ont commencé leur stage en octobre 1973. Il n'est pas exclu que le Gouvernement demande une prolongation du programme de formation à une date ultérieure.

Apports du PNUD - CIP

Formation	\$ 21.639
Divers	336
Total	<u>\$ 21.975</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 360.000 ou \$ E.U. 4.571

Durée du projet : 12 mois ( octobre 1973 à octobre 1974)

Service de santé publique - formation sanitaire - BDI/68/008 - OMS

83. Le but du projet qui a débuté en 1968, est d'assurer la formation des techniciens auxiliaires d'assainissement et de développer les activités d'hygiène du milieu dans le cadre du projet de Développement des Services de Santé de Base.

/...



Le poste de l'expert a été prévu dans le cadre du CIP jusqu'en fin 1973. Il a été intégré à partir de janvier 1974 au projet de rétablissement des services de santé publique - BDI/72/006 - dont le financement est assuré hors du CIP par le PNUD sur le fonds réservé aux pays les moins développés.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 60.000
Formation	12.106
Total	\$ 72.106

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 2.506.400 ou \$ E.U. 31.826

Durée du projet : 2 ans (début 1972 à fin 1973)

Planification et évaluation des ressources humaines - BDI/70/001 -  
BDI/74/007 - BIT

84. Le Gouvernement du Burundi, conscient de la nécessité de créer un système complet de formation professionnelle et artisanale, a demandé au PNUD une aide pour mettre au point un programme national d'utilisation de la main-d'oeuvre. Le projet a commencé en octobre 1970 et devait prendre fin en juin 1974. Etant donné l'ampleur des tâches à remplir, les statistiques fiables dans le domaine de la main-d'oeuvre faisant défaut, le Gouvernement a demandé que le projet soit prolongé de deux ans. Cette prolongation devra permettre, entre autres, de compléter la collecte et le traitement des données sur la main-d'oeuvre et l'emploi; d'améliorer les prévisions des besoins en main-d'oeuvre, et d'assurer la formation du personnel. L'expert en poste depuis octobre 1970 ayant quitté le pays pour une nouvelle affectation début août 1974, un décalage des activités de la deuxième phase est prévu.

/...

Apports du PNUD - Phase I - CIP

Personnel	\$ 75.000
Appui administratif	2.000
Formation	9.124
Matériel	6.800
Divers	3.641
Total	\$ 96.565

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 570.000 ou \$ E.U. 72.381

Durée du projet : 2 ans et 7 mois (début 1972 à fin juillet 1974)

Apports du PNUD - Phase II - CIP

Personnel	\$ 69.500
Formation	24.650
Matériel	15.400
Divers	9.700
Total	\$ 119.250

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.722.000 ou \$ E.U. 47.263

Durée du projet : 2 ans (fin 1974 à fin 1976)

Gestion de l'emploi - BDI/72/004 - BIT

85. Dans le cadre du projet de Planification et d'évaluation des ressources humaines, le Gouvernement a demandé la venue d'une mission pour préparer, avec la collaboration de l'expert du BIT en poste, un rapport sur les problèmes de la main-d'oeuvre au Burundi. Un consultant du Siège du BIT s'est rendu sur place en mars 1972.

/...



Apports du PNUD

Personnel	\$ 2.750
Total	\$ 2.750

Contribution du Gouvernement : p.m.

Durée du projet : 1 mois (mars 1972)

Ecole professionnelle de formation et de construction

86. Pour pallier aux problèmes de main-d'oeuvre insuffisamment formée, le Gouvernement a demandé au PNUD de financer la mission d'un consultant pour faire une étude et une évaluation des possibilités de formation dans les écoles existantes afin de déterminer si la réorganisation et le renforcement de celles-ci permettront de faire face aux difficultés rencontrées, ou si la création d'organes ou de centres spécialisés nouveaux s'avère indispensable. Un consultant s'est rendu sur place en février/mars 1974 et son rapport de mission a été remis au Gouvernement en mai 1974. Il a conclu que les moyens quantitatifs de formation étaient suffisants dans l'ensemble mais qu'une amélioration sur le plan qualitatif s'imposait en même temps qu'une réorganisation de tout le système de formation.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 5.000
Total	\$ 5.000

Contribution du Gouvernement : p.m.

Durée du projet : 1 mois (8 février au 8 mars 1974)

/...

C. RESSOURCES NATURELLES

a) Description des réalisations et des objectifs du secteur

87. Le Gouvernement du Burundi attache une haute priorité au développement de ce secteur, d'autant plus que la découverte de gisements exploitables et rentables pourra apporter l'équilibre tant souhaité à l'économie du pays presque totalement dépendante du secteur agricole. Le bastnaésite et la cassitérite sont actuellement en exploitation. Les travaux d'exploration du projet de recherches minières, outre les indices importants d'or colloïdal, de l'uranium et de minerais polymétalliques, ont mis à jour et partiellement évalué des gisements de nickel résiduel. D'après les études préliminaires, ces gisements se classeraient parmi les plus volumineux et les plus riches du monde. En même temps, les roches ultrabasiques sous-jacentes dures, d'après les études de géophysique au sol et d'après les levés géochimiques, indiquent des possibilités d'existence en profondeur de sulfures contenant du nickel, du cobalt ainsi que du cuivre et peut-être du platine.

b. Assistance autre que le PNUD

88. Jusqu'ici ce secteur n'a suscité qu'un intérêt relatif de la part d'aides étrangères. Depuis la découverte des gisements de nickel, plusieurs missions d'investisseurs potentiels se sont rendues sur place pour examiner les possibilités et les problèmes qui se posent.

c. Assistance demandée du PNUD

Projet de Recherches Minières - BDI/505 - BDI/71/517 - ONU

89. Le PNUD a financé dès février 1969 un projet dont les objectifs étaient d'assister le Gouvernement à évaluer les ressources minérales du Burundi par des recherches sur toute l'étendue du territoire. La première phase a pris fin en juin 1972. Une deuxième phase de 3 ans a été approuvée pour effectuer les opérations qui n'ont pu, par suite de certains retards, être exécutées pendant la première phase, principalement la prospection magnétométrique aéroportée de l'Ouest du Burundi et l'achèvement de l'étude photogéologique sur toute la superficie du territoire.

/...



Le document de projet a dû être révisé suite à la découverte de gisement de nickel, pour refléter les nouveaux objectifs du projet concentrés d'abord sur l'étude de ces gisements. Une demande pour une nouvelle prolongation d'un an du projet jusqu'à mi-1976 est en cours de préparation et sera présentée avant fin 1974.

Apports du PNUD - CIP - 1ère Phase

Personnel	\$ 151.477
Sous-contrats	13.624
Matériel	33.262
Divers	6.619
Total	\$ 204.982

Durée du projet : 6 mois - extension de la 1ère phase  
(janvier à juin 1972)

Apports du PNUD - CIP - 2ème Phase

Personnel	\$ 678.000
Sous-contrats	314.240
Formation	18.000
Matériel	304.500
Divers	32.600
Total	\$1.347.340

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 55.232.100 ou \$ E.U. 701.360

Durée du projet : 3 ans (juillet 1972 à juillet 1975)

Etude du potentiel hydro-électrique du Burundi - BDI/74/008

90. Le Gouvernement a présenté une demande pour qu'une étude du potentiel hydro-électrique soit effectuée parallèlement et par le même sous-traitant que l'étude du potentiel hydro-électrique de la partie du Burundi se trouvant dans le bassin de la Kagera dans le cadre du projet -- RAF/71/147 - Plan d'Aménagement du Bassin de la Kagera. Les résultats de l'étude proposée seront utilisés immédiatement pour l'établissement du plan d'équipement énergétique du Burundi, ainsi que du Plan Indicatif de Bassin du projet RAF/71/147. Le document de projet est en voie d'approbation.
- /...

Apports du PNUD - CIP

Services sous-traités	\$ 25.000
Divers	5.000
Total	<hr/> \$ 30.000

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 60.000 ou \$ E.U. 762

Durée du projet : six mois (octobre 1974 à mars 1975)



D. INFRASTRUCTURE

a) Description des réalisations et des objectifs du secteur

91. Le Burundi présente toutes les caractéristiques d'un pays enclavé. En effet, il est sans voie d'accès direct à la mer, son réseau routier bien qu'important - 6.000 km de routes et de pistes dont 200 km bitumés - est en médiocre état et le trafic d'importation et d'exportation s'effectue presque entièrement par le lac Tanganyika entre Bujumbura et Kigoma, et par la voie ferrée entre Kigoma et Dar-es-Salaam, soit un trajet total d'environ 1.400 km.
92. D'autre part, l'infrastructure des transports aériens ne consiste qu'en un aéroport international à Bujumbura, qui peut recevoir de gros avions à réaction, et en six petites pistes d'envol réparties sur l'ensemble du pays. Enfin, le système de télécommunications reste insuffisant. Dans cette conjoncture, il est d'importance primordiale pour l'économie du Burundi que le pays soit doté le plus rapidement possible d'une infrastructure permettant, à la fois, dans les meilleures conditions possibles, les transports et les communications à l'intérieur du pays et les échanges internationaux. C'est dans cette optique que le Gouvernement a fixé comme objectifs dans son Deuxième Plan la remise en état et l'entretien du réseau routier, l'établissement d'un service de transports en commun à longue distance, et l'amélioration du système de télécommunications.
93. En ce qui concerne les transports aériens, les objectifs prioritaires sont de mettre en place une structure permettant une exploitation de l'aérodrome international de Bujumbura en permanence 24h/24h, un système de sécurité adéquat, l'amélioration et l'entretien de la piste existante, ainsi que l'aménagement d'une piste secondaire de secours.
94. En matière d'habitat et d'urbanisme, les objectifs du Deuxième Plan portent notamment sur l'assainissement de la capitale, l'extension du réseau de distribution d'eau potable, l'aménagement des quartiers populeux, la création de nouveaux quartiers, l'instauration d'un service d'autobus urbain et un programme de formation d'ouvriers de construction.

/...

95. Quant à l'alimentation en énergie hydro-électrique et thermique des principales villes du Burundi, le Deuxième Plan prévoit l'aménagement hydro-électrique de la Mugere - rivière au sud de Bujumbura, l'amélioration des réseaux haute et basse tension de distribution d'électricité de Bujumbura, ainsi que l'alimentation en courant de Gitega et l'installation d'unités thermiques à l'intérieur du pays et de groupes électrogènes.

b) Assistance autre que celle du PNUD

96. Le Gouvernement compte surtout sur les aides suivantes : Belgique, République Fédérale d'Allemagne, Chine, AID/BIRD et FED pour mener à bien le programme défini dans le secteur infrastructure du Plan Quinquennal 1973-1977.

97. Il est prévu que la construction d'un barrage hydro-électrique sur la Mugera sera financée par un prêt de la Chine, et l'amélioration des réseaux de distribution d'électricité par une aide de la R.F.A.

98. L'assistance de la BAD est en cours dans le cadre d'un programme d'assainissement de Bujumbura.

c) Assistance demandée au PNUD

Coordination de l'Assistance Technique - BDI/70/002 - ONU

99. Le Gouvernement avait demandé les services d'un expert pour le conseiller, au niveau du Département du Plan, sur la coordination des activités de l'assistance technique fournie par des sources bilatérales et multilatérales. Ce projet commencé en septembre 1971 a pris fin en août 1972.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 20.000
Divers	200
	<hr/>
	\$ 20.200

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 48.000 ou \$ E.U. 610

Durée du projet : 8 mois (janvier à août 1972)

/...



Banque Nationale de Développement Economique - BDI/69/506 - ONU

100. Ce projet, devenu opérationnel en août 1970, avait pour objectif la création d'une cellule d'investissement conçue pour aider la Banque à utiliser avec un maximum d'efficacité ses ressources et à prendre toutes mesures pour attirer des capitaux étrangers aux fins d'investissements dans des projets identifiés et élaborés par elle. La première phase s'est terminée en juillet 1973 et le Gouvernement a sollicité du PNUD le financement d'une deuxième phase de deux ans et demi pour continuer l'aide apportée à la BNDE visant au développement du Burundi dans tous les secteurs économiques suivants : agriculture, élevage, pêche, industrie et habitat.

Apports du PNUD - CIP - 1ère Phase

Personnel	\$ 134.500
Formation	1.622
Matériel	1.243
Divers	9.643
Total	<u>\$ 147.008</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 1.925.225 ou \$ E.U. 24.447

Durée du projet : 1 an et demi (janvier 1972 à juillet 1973)

Apports du PNUD - CIP - 2ème Phase

Personnel	\$ 127.500
Divers	9.250
Total	<u>136.750</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.971.000 ou \$ E.U. 50.425

Durée du projet : 2 ans et demi (juillet 1973 à décembre 1975)

/...

Assistance au Centre d'Informatique - BDI/73/005 - ONU

101. Depuis 1962 la plupart des opérations comptables du Gouvernement étaient effectuées par les soins de la Société IBM dont une succursale était implantée à Bujumbura. En 1972 cette Société a informé le Gouvernement de sa décision de fermer ses bureaux début 1973. Pour l'aider à résoudre les divers problèmes soulevés par le départ de la Société IBM, le Gouvernement a fait appel aux services d'un Conseiller Interrégional des Nations Unies en matière d'informatique qui s'est rendu à plusieurs reprises au Burundi. Sur les conseils de ce spécialiste, le Gouvernement a demandé l'assistance du PNUD pour un co-Directeur du nouveau Centre National d'Informatique (OPAS) et des bourses régionales et internationales pour la formation de personnel national.

Apports du PNUD - CIP

Personnel (OPAS)	\$ 55.886
Formation	28.400
Total	<u>\$ 84.286</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 28.748.801 ou \$ E.U. 365.064

Durée du projet : 2 ans (janvier 1974 à décembre 1975)

Approvisionnement public en eau - BDI/68/007 - OMS

102. Un ingénieur sanitaire a commencé sa mission en mars 1968 qui consistait à aider le Gouvernement à la mise en place, le fonctionnement et l'entretien des réseaux de distribution d'eau et à la formation de personnel. Le projet a été intégré dans le projet de développement des Services de Santé de Base en 1972 - Burundi 4001/OMS Programme ordinaire. L'expert en poste a été affecté au projet BDI/71/002 - Evacuation des eaux usées, drainage et élimination des déchets solides de Bujumbura - à partir d'octobre 1972.

/...



Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 22.500
Total	\$ 22.500

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 4.725.000 ou \$ E.U. 60.000

Durée du projet : 1 an et 10 mois (délai 1972 à octobre 1973)

Evacuation des eaux usées, drainage et élimination des  
déchets solides de Bujumbura - BDI/71/002 - OMS

103. Ce projet, commencé en octobre 1972, n'est devenu véritablement opérationnel qu'en novembre 1973 par suite de délais dans la signature du contrat de sous-traitance, l'arrivée du personnel et la mise en place du matériel et de l'équipement. Il a pour principal objectif l'élaboration d'études de préinvestissement en vue d'un plan directeur d'un système d'évacuation des eaux usées, de drainage et d'élimination des déchets solides de Bujumbura. Initialement prévu pour durer jusqu'en mars 1974, le projet a d'abord été prolongé de six mois, puis au cours de la révision partielle du programme le Gouvernement a demandé qu'il soit prolongé de nouveau de 10 mois soit jusqu'en juillet 1975. Cette demande a été approuvée pour permettre à l'expert de remplir son rôle, soit d'assurer a) la supervision technique des travaux des sous-traitants, b) la coordination interministérielle des travaux, c) la formation sur place d'une partie du personnel. Le Gouvernement a également demandé un montant supplémentaire de \$ 30.000 pour l'achat de matériel. Cette requête est actuellement à l'étude.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 85.000
Formation	12.800
Matériel	4.810
Divers	500
Total	\$ 103.110

/...

Demande achat matériel supplémentaire \$ 30.000

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 5.200.000 ou \$ E.U. 66.032

Durée du projet : 34 mois (octobre 1972 à juillet 1975)

Urbanisme et habitat - assistance préparatoire - BDI/71/519 - ONU

Architecte, conseiller - urbanisme et habitat - BDI/73/002 - ONU

104. Le projet d'urbanisme et d'habitat a été précédé par un poste de conseiller en matière d'habitat et de planification financé par le programme régulier des Nations Unies pour un an. L'expert a été remplacé en février 1972 par un expert architecte mis à disposition par le PNUD, dont l'objet de la mission était d'assurer la continuité des activités entreprises et de préparer un grand projet d'urbanisme et d'habitat. Par suite du manque de ressources du CIP cette mission n'a pas abouti à l'élaboration d'un projet de grande envergure. Le projet a été prolongé de deux ans pour aider le Gouvernement à résoudre, sur le plan technique, les problèmes posés par la pénurie de logements urbains dont la construction devrait être réalisée dans des conditions très économiques. Une nouvelle prolongation de deux ans et un élargissement du projet est actuellement à l'étude. Le budget s'élèverait à environ \$ 280.000.

Apports du PNUD - CIP - 1ère Phase

Personnel	\$ 40.500
Divers	1.275
Total	<u>\$ 41.775</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 65.000 ou \$ E.U. 825

Durée du projet : 16 mois (février 1972 à juin 1973)

/...



Apports du PNUD - CIP - 2ème Phase

Personnel	\$ 60.000
Formation	2.300
Matériel	1.700
Divers	1.000
Total	<u>\$ 65.000</u>

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.988.000 ou \$ E.U. 50.641

Durée du Projet : 2 ans (juin 1973 à juin 1975)

Entretien du réseau routier - BDI/72/005 - BIRD

105. En matière de politique des transports le Gouvernement s'efforce principalement de réduire le coût des transports intérieurs en améliorant l'état du réseau actuel. Se fondant sur les recommandations auxquelles aboutit une étude d'entretien routier, financée en 1970 par l'IDA, le Gouvernement a demandé l'aide de cet organisme pour financer un projet d'entretien routier d'un coût total de \$ 8,40 millions. L'aide consentie par l'IDA s'élève à \$ 5,0 millions remboursable sur 50 ans dont 10 ans de grâce et un taux de  $\frac{3}{4}$  de 1% pour couvrir les frais administratifs. La République Fédérale d'Allemagne fournit l'équivalent de \$ 1,33 million pour la construction et la gestion d'un garage-atelier de réparation à Bujumbura. La Belgique accorde un montant de \$ 400.000 pour certains frais de fonctionnement et le Gouvernement a inscrit à son budget l'équivalent de \$ 620.000 pour le personnel de contrepartie, les moyens logistiques et l'achat de matériels locaux. Le PNUD a approuvé une aide financière s'élevant à \$ 1,05 million couvrant une période de trois ans pour des services sous-traités. Le contrat a été négocié avec la firme Research and Development, Belgique. Le projet était initialement prévu pour quatre ans mais par suite de la hausse des prix, il a dû être réduit à trois. Il n'est pas exclu que le Gouvernement du Burundi demande un financement supplémentaire pour la quatrième année pour permettre d'atteindre les objectifs du projet, soit de réorganiser et de renforcer le Département des Ponts et Chaussées et partant d'améliorer

/...

les services d'entretien routier, et d'assurer la formation du personnel local affecté à l'entretien des routes. Le budget supplémentaire requis s'élèverait à environ \$ 445.000. Le Gouvernement demande un crédit de \$ 12.000 pour évaluer les besoins en formation. Cette demande est actuellement à l'étude.

Apports du PNUD - CIP - (1972-1976)

Sous-contrat	\$ 660.000 (Reliquat de \$ 390.000 sur budget approuvé à utiliser au cours du prochain exercice programmation)
--------------	--

<u>Contribution du Gouvernement :</u>	Fr.Bu. 14.000.000 ou \$ E.U. 177.778 pour 3 ans
---------------------------------------	---

Durée totale : 3 ans (octobre 1974 à octobre 1977)



E. INDUSTRIE

a) Description des réalisations et des objectifs du secteur

106. L'industrie n'intervient que pour une faible part dans la production totale du pays. En effet, la valeur ajoutée de l'industrie ne représente qu'environ 6 à 7% du PIB. Les raisons de cette stagnation industrielle sont, entre autres, l'éclatement de l'union économique du Zaïre, du Rwanda et du Burundi, le manque d'énergie électrique, le réseau de communications terrestres et aériennes insuffisamment développé, un marché intérieur insuffisant, des débouchés trop limités et des ressources financières et techniques étroites.
107. La promotion du développement industriel est axée, dans le cadre du Deuxième Plan, sur une application aussi souple que possible du code des investissements et sur la poursuite des actions en cours : activités PNUD/ONUDI, SIS/ONUDI; activités de la BNDE destinées à promouvoir l'identification de projets industriels bancables; aides techniques et financières étrangères concourant à des réalisations de caractère industriel.

b) Assistance autre que le PNUD

108. La ville de Bujumbura a constitué avant l'indépendance un pôle naturel d'attraction où sont venues s'implanter environ 150 entreprises, dont la plupart sont dirigées par des étrangers. Cependant, ce secteur ne bénéficie d'aucune aide technique bilatérale ou multilatérale hormis celle du PNUD, de l'ONUDI et des Services Industriels Spéciaux de l'ONUDI. Ces derniers ont mis à la disposition du Gouvernement des experts et consultants en matériaux de construction et de fabrication de produits en terre cuite, en utilisation de la tourbe comme combustible et en production de la chaux.

/...

c) Assistance demandée au PNUD

Petites et moyennes entreprises - BDI/68/003 - BDI/73/015 - BDI/74/002

109. La première phase du projet, dont les objectifs étaient d'assister le Ministère de l'Economie à organiser le Service de l'Industrie, établir et mettre en oeuvre un plan de promotion industrielle, identifier des possibilités pour de nouvelles activités industrielles et former des homologues nationaux, a pris fin en décembre 1973. A la demande du Gouvernement une deuxième phase de 21 mois jusqu'à septembre 1975 avait été approuvée.
110. L'assistance du PNUD/ONUDI vise à long terme à améliorer le niveau de vie de la population, créer de nouveaux emplois et de revenus, augmenter le produit national brut par l'expansion industrielle, économiser les devises par l'utilisation des ressources naturelles du pays à la place de produits importés; C'est dans cette optique que le Gouvernement a sollicité du PNUD un projet élargi et renforcé - Assistance à la Promotion et au Développement Industriels - BDI/74/002 - qui intégrerait le projet actuel à partir de janvier 1975. Le document de projet est en cours d'approbation. Cependant, des activités préliminaires d'une durée de 6 mois à partir de septembre 1974 ont déjà été approuvées.

Apports du PNUD - CIP - 1ère Phase

Personnel	\$ 60.277
Formation	461
Matériel	400
Divers	817
Total	<u>\$ 61.955</u>

Contribution du Gouvernement: Fr.Bu. 550.000 ou \$ E.U. 6.984

Durée du projet : 2 ans (janvier 1972 à décembre 1973)

/...



Apports du PNUD - CIP - 2ème Phase

Personnel	\$ 32.200
Formation	2.100
Divers	1.000
Total	\$ 35.300

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 3.000.000 ou \$ E.U. 38.095

Durée du projet : 1 an (janvier à décembre 1974)

Apports du PNUD - CIP - nouveau projet

Personnel	\$ 161.500
Formation	11.100
Matériel	16.250
Divers	17.500
Total	\$ 206.350

Contribution du Gouvernement : Fr.Bu. 2.097.113 ou \$ E.U. 26.630

Durée du projet : 22 mois (janvier 1975 à octobre 1976)

Assistance à la fabrication de briques et tuiles - BDI/74/005

111. Depuis le 1er novembre 1972, un expert de l'ONUDI a étudié les différents aspects de la fabrication des briques et tuiles au Burundi ainsi que le problème du combustible en substituant la tourbe au bois qui commence à faire gravement défaut dans ce pays.
112. La continuation de sa mission a pu être assurée du 1er mars au 31 mai 1974 dans le cadre du programme régulier de l'ONUDI qui prolongeait une action entreprise dans le cadre du SIS. En raison d'un certain nombre de difficultés pour rassembler les matériaux et les fournitures nécessaires à l'exécution d'une réalisation de démonstration comprenant la fabrication de briques perforées et leurs cuissons en utilisant la tourbe, et des retards dans cette réalisation,

/...

le Gouvernement du Burundi a demandé au PNUD la prolongation pendant 3 mois de la mission de l'expert afin de lui permettre de mener à bien cette action de démonstration. A la fin de sa mission soit fin août 1974, l'expert a été intégré dans le nouveau projet d'Assistance à la Promotion et au Développement Industriels - BDI/74/002 - dans le cadre des activités préliminaires en attendant l'approbation de l'ensemble du projet.

Apports du PNUD - CIP

Personnel	\$ 7.500
Matériel	5.000
Total	<u>\$ 12.500</u>

Contribution du Gouvernement : Néant

Durée du projet : 3 mois (début juin à fin août 1974)



LISTE PRELIMINAIRE DE PROJETS ET MONTANT ESTIMATIF DES  
APPORTS DU GOUVERNEMENT ET DU PNUD POUR LA PERIODE 1972-1976

Pays : BURUNDI

TOTAL DES APPORTS ESTIMATIFS DU GOUVERNEMENT  
 (en millions de Fr.Bu.) : 757,4

C.I.P. : 10.000.000 dollars E.U.

Apports estimatifs du Gouvernement (en millions de Fr.Bu.)						Activités classées par secteur	Apports estimatifs du PNUD (en milliers de dollars des Etats-Unis)					
1972	1973	1974	1975	1976	TOTAL		TOTAL	1972	1973	1974	1975	1976
						I. <u>AGRICULTURE</u>						
						A. <u>Projets en cours,</u> <u>terminés ou approuvés:</u>						
22,3	3,0	3,0	3,0	-	31,3	1. Technologie laitière	145,5	26,8	46,8	45,1	26,8	-
						2. Recherches halieuti- ques et développement de la pêche						
1,2	1,2	-	-	-	2,4	(1ère phase)	481,8	219,9	261,9	-	-	-
-	-	3,2	5,3	4,3	12,8	3. Développement de la pêche (2ème phase)	684,5	-	43,1	364,9	157,5	119,0
-	-	1,5	2,5	2,0	6,0	4. Recherches halieuti- ques (2ème phase)	355,5	-	-	127,5	127,0	101,0
1,0	1,0	0,4	-	-	2,4	5. Génie rural (1ère phase)	101,4	60,2	33,0	8,2	-	-
-	-	0,7	1,5	-	2,2	6. Génie rural (2ème phase)	47,5	-	-	14,1	33,4	-
1,0	0,2	-	-	-	1,2	7. Vulgarisation agri- cole (1ère phase)	35,6	30,2	5,4	-	-	-
-	1,0	1,5	1,5	0,5	4,5	8. Vulgarisation agri- cole (2ème phase)	122,0	-	25,0	50,4	31,4	15,2
13,5	12,6	-	-	-	26,1	9. Institut Technique Agricole du Burundi (1ère phase)	456,5	241,9	196,0	18,6	-	-
-	105,4	16,5	17,1	10,8	149,8	10. Institut Technique Agricole du Burundi (2ème phase)	810,4	-	63,9	391,3	255,9	99,3

/...



: Apports estimatifs du Gouvernement :							: Activités classées par secteur :	: Apports estimatifs du PNUD :					
: (en millions de Fr.Bu.) :								: (en milliers de dollars des Etats-Unis) :					
1972	1973	1974	1975	1976	TOTAL		TOTAL	1972	1973	1974	1975	1976	
-	-	-	-	-	-	11. Crédit et Coopéra-	30,5	30,5	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	tives agricoles	5,0	-	-	5,0	-	-	
39,0	124,4	26,8	30,9	17,6	238,7	12. Création parc	3.276,2	609,5	675,1	1.025,1	632,0	334,5	
						national							
						TOTAL A							
						B. Projets nouveaux ou							
						continuation de							
						projets existants							
-	-	3,4	2,3	1,1	6,8	1. Développement de la	155,5	-	-	118,5	30,0	7,0	
						production laitière							
-	-	-	0,6	0,5	1,1	2. Etude de factibilité	200,0	-	-	-	100,0	100,0	
-	-	3,4	2,9	1,6	7,9	Basse Vallée de la	355,5	-	-	118,5	130,0	107,0	
						Ruzizi							
						TOTAL B							
39,0	124,4	30,2	33,8	19,2	246,6	TOTAL secteur (A et B)	3.631,7	609,5	675,1	1.143,6	762,0	441,5	
						II. RESSOURCES HUMAINES							
						A. Projets en cours,							
						approuvés ou							
						terminés							
0,1	-	-	-	-	0,1	1. Planification et	40,7	33,1	7,6	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	Administration de	27,5	27,5	-	-	-	-	
9,0	4,5	-	-	-	13,5	l'Education	67,7	36,6	31,1	-	-	-	
0,3	0,3	-	-	-	0,6	2. Orientation scolaire	65,9	33,1	30,0	2,8	-	-	
						3. Enseignement primaire							
						en milieu rural							
40,4	20,5	25,8	162,4	37,9	287,0	4. Education féminine	1.175,1	296,5	359,9	286,8	180,8	51,1	
						5. Institut Universi-							
						taire des Sciences							
						de l'Education							
6,3	-	-	-	-	6,3	6. Projet d'Administra-	103,0	103,0	-	-	-	-	
						tion Publique							
						(Ext. 1ère phase)							



## ANNEXE I/3

: Apports estimatifs du Gouvernement : (en millions de Fr.Bu.) :						: Activités classées par secteur :	: Apports estimatifs du PNUD : (en milliers de dollars des Etats-Unis) :					
1972	1973	1974	1975	1976	TOTAL		TOTAL	1972	1973	1974	1975	1976
						7. Projet d'Administration Publique (2ème phase) <i>UN</i>	799,4	74,1	195,1	138,3	187,2	204,7
6,2	12,3	14,5	15,2	6,7	54,9	8. Bibliothèque et documentation	10,0	4,0	6,0	-	-	-
0,1	0,1	-	-	-	0,2	9. Conseiller en matières douanières <i>UN</i>	165,8	32,1	45,0	39,7	41,1	7,9
0,7	0,7	0,4	0,4	0,4	2,6	10. Formation météorologique (1ère phase)	69,6	44,7	22,5	2,4	-	-
1,3	1,3	0,5	-	-	3,1	11. Formation météorologique (2ème phase)	132,3	-	3,8	47,2	49,5	31,8
-	-	-	2,0	1,6	3,6	12. Formation topographique (1ère phase) <i>UN</i>	60,6	30,3	30,3	-	-	-
1,8	1,8	-	-	-	3,6	13. Formation topographique (2ème phase) <i>UN</i>	55,0	-	-	33,7	21,3	-
-	-	-	2,0	1,8	3,8	14. Formation en aviation civile	109,8	34,3	26,8	23,0	21,1	4,6
0,8	0,5	0,3	0,3	0,1	2,0	15. Formation en télécommunications	22,0	-	10,3	11,7	-	-
-	0,2	0,1	-	-	0,3	16. Formation sanitaire	72,1	31,8	33,9	6,4	-	-
1,2	1,2	-	-	-	2,4	17. Planification et évaluation des ressources humaines (1ère phase) <i>BIT</i>	96,6	35,4	40,9	20,3	-	-
0,2	0,2	0,2	-	-	0,6	18. Gestion de l'emploi	2,8	2,8	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	19. Ecole professionnelle de formation et de construction	5,0	-	-	5,0	-	-
68,4	43,6	41,8	182,3	48,5	384,6	TOTAL A	3.080,9	819,3	843,2	617,3	501,0	300,1

/...



Apports estimatifs du Gouvernement (en millions de Fr.Bu.)						Activités classées par secteur	Apports estimatifs du PNUD (en milliers de dollars des Etats-Unis)					
1972	1973	1974	1975	1976	TOTAL		TOTAL	1972	1973	1974	1975	1976
						B. Projets nouveaux ou continuation de projets existants						
						1. Planification et éva- luation des ressour- ces humaines						
-	-	0,9	1,9	0,9	3,7	(2ème phase)	119,3	-	-	48,9	44,8	25,6
-	-	0,9	1,9	0,9	3,7	TOTAL B	119,3	-	-	48,9	44,8	25,6
						TOTAL secteur (A et B)	3.200,2	819,3	843,2	666,2	545,8	325,7
68,4	43,6	42,7	184,2	79,4	388,3							
						III. RESSOURCES NATURELLES						
						A. Projets en cours ou approuvés						
						1. Projet de Recherches Minières (1ère phase)	204,9	204,9	-	-	-	-
8,0	17,5	21,5	8,2	-	55,2	2. Projet de Recherches Minières (2ème phase)	1.347,3	398,1	505,4	339,3	104,5	-
						3. Etude du potentiel hydro-électrique du Burundi	30,0	-	-	24,0	6,0	-
8,0	17,5	21,5	8,2	-	55,2		1.582,2	603,0	505,4	363,3	110,5	-
						B. Projets nouveaux						
						Néant						
8,0	17,5	21,5	8,2	-	55,2	TOTAL secteur (A et B)	1.582,2	603,0	505,4	363,3	110,5	-



Apports estimatifs du Gouvernement (en millions de Fr.Bu.)						Activités classées par secteur	Apports estimatifs du PNUD (en milliers de dollars des Etats-Unis)					
1972	1973	1974	1975	1976	TOTAL		TOTAL	1972	1973	1974	1975	1976
						IV. INFRASTRUCTURE						
						A. Projets en cours, terminés ou approuvés						
						1. Coordination de l'Assistance Technique	20,2	20,2	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	2. Banque Nationale de Développement Econo- mique (1ère phase)	147,0	108,0	39,0	-	-	-
2,0	1,2	-	-	-	3,2	3. Banque Nationale de Développement Econo- mique (2ème phase)	136,8	-	16,8	55,2	47,8	17,0
-	0,8	1,7	1,5	-	4,0	4. Assistance au Centre d'Informatique	84,3	-	-	44,2	40,1	-
-	-	20,4	8,3	-	28,7	5. Approvisionnement en eau	22,5	22,5	-	-	-	-
4,6	-	-	-	-	4,6	6. Evacuation des eaux usées, drainage et élimination des déchets solides de Bujumbura	103,1	7,5	32,6	37,2	25,8	-
0,5	2,0	1,5	1,2	-	5,2	7. Urbanisme et Habitat (1ère phase)	41,8	27,0	14,8	-	-	-
0,4	0,2	-	-	-	0,6	8. Urbanisme et Habitat (2ème phase)	65,0	-	16,7	34,2	14,1	-
-	1,9	1,8	0,3	-	4,0	9. Entretien du réseau routier	660,0	-	-	140,0	260,0	260,0
-	-	3,0	5,5	5,5	14,0							
7,5	6,1	28,4	16,8	5,5	64,3	TOTAL A	1.280,7	185,2	119,9	310,8	387,8	277,0
						B. Projets nouveaux ou continuation de projets existants						
						Néant						
7,5	6,1	28,4	16,8	5,5	64,3	TOTAL secteur (A et B)	1.280,7	185,2	119,9	310,8	387,8	277,0



Apports estimatifs du Gouvernement (en millions de Fr.Bu.)						Activités classées par secteur	Apports estimatifs du PNUD (en milliers de dollars des Etats-Unis)					
1972	1973	1974	1975	1976	TOTAL		TOTAL	1972	1973	1974	1975	1976
:	:	:	:	:	:	V. <u>INDUSTRIE</u>	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	A. <u>Projets en cours</u>	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	<u>ou approuvés</u>	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	1. Petites et moyennes	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	entreprises	:	:	:	:	:	:
0,3	0,3	-	-	-	0,6	(1ère phase)	62,0	30,4	31,6	-	-	-
:	:	:	:	:	:	2. Petites et moyennes	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	entreprises	:	:	:	:	:	:
-	-	0,3	-	-	0,3	(2ème phase)	35,3	-	-	35,3	-	-
:	:	:	:	:	:	3. Assistance à la fa-	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	brication des	:	:	:	:	:	:
-	-	-	-	-	-	briques et tuiles	12,5	-	-	12,5	-	-
0,3	0,3	0,3	-	-	0,9	TOTAL A	109,8	30,4	31,6	47,8	-	-
:	:	:	:	:	:	B. <u>Projets nouveaux ou</u>	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	<u>continuation de</u>	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	<u>projets existants</u>	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	1. Assistance à la Pro-	:	:	:	:	:	:
:	:	:	:	:	:	motion et au dévelop-	:	:	:	:	:	:
-	-	0,9	0,8	0,4	2,1	pement industriels	206,3	-	-	33,4	111,1	61,8
-	-	0,9	0,8	0,4	2,1	TOTAL B	206,3	-	-	33,4	111,1	61,8
:	:	:	:	:	:	TOTAL secteur (A et B)	:	:	:	:	:	:
0,3	0,3	1,2	0,8	0,4	3,0		316,1	30,4	31,6	81,2	111,1	61,8
:	:	:	:	:	:		:	:	:	:	:	:



## RECAPITULATION ET TOTAUX

=====

Apports estimatifs du Gouvernement (en millions de Fr.Bu.)						Secteurs d'intérêt	Apports estimatifs du PNUD (en milliers de dollars des Etats-Unis)						
1972	1973	1974	1975	1976	Total		% du CIP	Total	1972	1973	1974	1975	1976
39,0	124,4	30,2	33,8	19,2	246,6	AGRICULTURE	36,2	3.631,7	609,5	675,1	1.143,6	762,0	441,5
68,4	43,6	42,7	184,2	49,4	388,3	RESSOURCES HUMAINES	32,0	3.200,2	819,3	843,2	666,2	545,8	325,7
8,0	17,5	21,5	8,2	-	55,2	RESSOURCES NATURELLES	15,8	1.582,2	603,0	505,4	363,3	110,5	-
7,5	6,1	28,4	16,8	5,5	64,3	INFRASTRUCTURE	12,8	1.280,7	185,2	119,9	310,8	387,8	277,0
0,3	0,3	1,2	0,8	0,4	3,0	INDUSTRIE	3,2	316,1	30,4	31,6	81,2	111,1	61,8
123,2	191,9	124,0	243,8	74,5	757,4	TOTAL DE TOUS LES SECTEURS	100,0	10.010,9	2.247,4	2.175,2	2.565,1	1.917,2	1.106,0
						RESERVES ACTUELLES NON PROGRAMMEES	0,0	- 10,9					
						CHIFFRE INDI- CATIF DE PLA- NIFICATION	100,0	10.000,0					

## LISTE PRELIMINAIRE DES PROJETS ET CALENDRIER PROVISOIRE DE LEUR FORMULATION ET DE LEUR EXECUTION

XXXXXX : période anticipée d'exécution;

----- : période anticipée pour bourses au-delà fin projet

: Pays : Burundi	: 1972	: 1973	: 1974	: 1975	: 1976	:
: Secteurs et projets	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	:
:	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	:
: I. <u>AGRICULTURE</u>	:	:	:	:	:	:
: A. <u>Projets en cours, terminés ou</u>	:	:	:	:	:	:
: <u>approuvés</u>	:	:	:	:	:	:
: 1. Technologie laitière	: XX:XXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	:	:
: 2. Recherches halieutiques et développe-	:	:	:	:	:	:
: ment de la pêche (1ère phase)	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	:	:	:	:
: 3. Développement de la pêche (2ème phase)	:	:	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	:
: 4. Recherches halieutiques (2ème phase)	:	:	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	:
: 5. Génie rural (1ère phase)	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XX	:	:	:
: 6. Génie rural (2ème phase)	:	:	: XXXXX:XXXXXXXXXXXX	:	:	:
: 7. Vulgarisation agricole (1ère phase)	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XX	:	:	:	:
: 8. Vulgarisation agricole ( 2ème phase)	:	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXX	:
: 9. Institut Technique Agricole du	:	:	:	:	:	:
: Burundi (1ère phase)	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXX----	: -----	:	:	:
: 10. Institut Technique Agricole du	:	:	:	:	:	:
: Burundi ( 2ème phase)	:	: XXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXX	:
: 11. Crédit et Coopératives agricoles	: XXXXXXXXXXXXXXX	:	:	:	:	:
: 12. Création parc national	:	:	: XX	:	:	:
: B. <u>Projets nouveaux ou continuation</u>	:	:	:	:	:	:
: <u>de projets existants</u>	:	:	:	:	:	:
: 1. Développement de la production	:	:	:	:	:	:
: laitière	:	:	:	: XXXXXXXXXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	:
: 2. Etude de factibilité - Basse Vallée	:	:	:	:	:	:
: de la Ruzizi	:	:	:	: XXXXXXXX	: XXXXXXXXXXXXXXX	:



## LISTE PRELIMINAIRE DES PROJETS ET CALENDRIER PROVISOIRE DE LEUR FORMULATION ET DE LEUR EXECUTION

XXXXX : période anticipée d'exécution;

----- : période anticipée pour bourses au-delà fin projet

: Pays : Burundi	: 1972	: 1973	: 1974	: 1975	: 1976	:
: Secteurs et projets	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	:
:	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	:
: II. RESSOURCES HUMAINES	:	:	:	:	:	:
: A. Projets en cours, terminés ou	:	:	:	:	:	:
: <u>approuvés</u>	:	:	:	:	:	:
: 1. Planification et Administration de	:	:	:	:	:	:
: l'Education	:XXXXXXXXXXXXX:XXX	:	:	:	:	:
: 2. Orientation scolaire	:XXXXXXXXXXXXX :	:	:	:	:	:
: 3. Enseignement primaire en milieu rural	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXX	:	:	:	:	:
: 4. Education féminine	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:----	:	:	:	:	:
: 5. Institut Universitaire des Sciences	:	:	:	:	:	:
: de l'Education	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 6. Projet d'Administration Publique	:	:	:	:	:	:
: (1ère phase)	:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 7. Projet d'Administration Publique	:	:	:	:	:	:
: (2ème phase)	: XXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 8. Bibliothèque et documentation	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX :	:	:	:	:	:
: 9. Conseiller en matières douanières	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:-----	:	:	:	:	:
: 10. Formation météorologique (1ère phase)	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 11. Formation météorologique (2ème phase)	:	:XX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:
: 12. Formation topographique (1ère phase)	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:	:	:	:	:	:
: 13. Formation topographique (2ème phase)	:	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:
: 14. Formation en aviation civile	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX-----:-----:-----:-----	:	:	:	:	:
: 15. Formation en télécommunications	:	:XX:XXXXXXXX	:	:	:	:
: 16. Formation sanitaire	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:	:	:	:	:	:
: 17. Planification et évaluation des	:	:	:	:	:	:
: ressources humaines (1ère phase)	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 18. Gestion de l'emploi	: X	:	:	:	:	:
: 19. Ecole professionnelle de formation	:	:	:	:	:	:
: et de construction	:	:	: XX	:	:	:



## LISTE PRELIMINAIRE DES PROJETS ET CALENDRIER PROVISOIRE DE LEUR FORMULATION ET DE LEUR EXECUTION

XXXXXX : période anticipée d'exécution;

----- : période anticipée pour bourses au-delà fin projet

: Pays : Burundi	: 1972	: 1973	: 1974	: 1975	: 1976	:
: Secteurs et projets	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	: J M M J S N	:
:	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	: F A J A O D	:
: B. <u>Projets nouveaux ou continuation de projets existants</u>	:	:	:	:	:	:
: 1. Planification et évaluation des ressources humaines (2ème phase)	:	:	:	XXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX	:
: III. <u>RESSOURCES NATURELLES</u>	:	:	:	:	:	:
: A. <u>Projets en cours ou approuvés</u>	:	:	:	:	:	:
: 1. Projet de Recherches Minières (1ère phase)	:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 2. Projet de Recherches Minières (2ème phase)	:	XXXXXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:
: 3. Etude du potentiel hydro-électrique du Burundi	:	:	:	XXX:XXX	:	:
: B. <u>Projets nouveaux</u>	:	:	:	:	:	:
: Néant	:	:	:	:	:	:
: IV. <u>INFRASTRUCTURE</u>	:	:	:	:	:	:
: A. <u>Projets en cours, terminés ou approuvés</u>	:	:	:	:	:	:
: 1. Coordination de l'assistance technique	:XXXXXXXX	:	:	:	:	:
: 2. Banque Nationale de Développement Economique (1ère phase)	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXX	:	:	:	:	:
: 3. Banque Nationale de Développement Economique (2ème phase)	:	XXXXXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX	:
: 4. Assistance au Centre d'Informatique	:	:	:XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX	:	:	:
: 5. Approvisionnement en eau	:XXXXXXXXXX	:	:	:	:	:



## LISTE PRELIMINAIRE DES PROJETS ET CALENDRIER PROVISOIRE DE LEUR FORMULATION ET DE LEUR EXECUTION

XXXXX : période anticipée d'exécution;

----- : période anticipée pour bourses au-delà fin projet

\_\_\_\_\_ : période anticipée pour les activités préparatoires

Pays : Burundi		1972	1973	1974	1975	1976
Secteurs et projets		J M M J S N	J M M J S N	J M M J S N	J M M J S N	J M M J S N
		F A J A O D	F A J A O D	F A J A O D	F A J A O D	F A J A O D
6. Evacuation des eaux usées, drainage et élimination des déchets solides de Bujumbura						
7. Urbanisme et Habitat (1ère phase)		XXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXX	
8. Urbanisme et Habitat - Architecte Conseiller (2ème phase)		XXXXXXXXXXXXX:XXXXX				
9. Entretien du réseau routier			XXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXX		
				XXX:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX	
B. <u>Projets nouveaux ou continuation de projets existants</u>						
Néant						
V. <u>INDUSTRIE</u>						
A. <u>Projets en cours ou approuvés</u>						
1. Petites et moyennes entreprises (1ère phase)		XXXXXXXXXXXXX:XXXXXXXXXXXXX				
2. Petites et moyennes entreprises (2ème phase)				XXXXXXXXXXXXX		
3. Assistance à la fabrication de briques et tuiles				XXX		
B. <u>Projets nouveaux ou continuation de projets existants</u>						
1. Assistance à la Promotion et au développement industriels					-----:XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXX

LISTE DE RESERVE - PROJETS PRIORITAIRES  
POUR LESQUELS UN DOCUMENT  
DE PROJET EST PRESSENTI -



A. INFRASTRUCTURE

Assistance à l'habitat - BDI/74/009

Etant donné l'ampleur de la tâche à remplir dans le domaine de l'habitat, le Gouvernement souhaiterait la prolongation des activités du projet actuel - Urbanisme et Habitat - Architecte Conseiller - BDI/73/002 - ainsi que l'affectation d'experts supplémentaires. L'objectif à long terme de ce projet élargi serait d'aider le Gouvernement à trouver des solutions aux problèmes posés par l'habitat destiné à tous les niveaux sociaux de la population urbaine et rurale.

Assistance demandée au PNUD (estimation) : \$ 280.000

Date de mise en route du projet : juin/juillet 1975

B. COMMERCE

Assistance au développement du commerce et des exportations - BDI/74/010

Le Centre du Commerce International à Genève, assisté par la CNUCED, a organisé avec des fonds provenant d'un pays donateur une mission de trois mois pour effectuer une étude préliminaire des besoins du Gouvernement dans le domaine du commerce, et élaborer un document de projet compte tenu des besoins à satisfaire. L'expert chargé de la mission est arrivé le 30 juillet 1974.

Assistance demandée au PNUD (estimation) : entre  
\$ 150.000 et \$ 200.000

Date de mise en route du projet : juillet 1975



Programme des mesures spéciales

1. Le Burundi figure sur la liste des vingt-cinq pays les moins développés arrêtée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Comme tel il bénéficie de fonds du Programme de Réserve du PNUD dans le cadre des pays les moins favorisés parmi les pays en voie de développement.
2. Le Gouvernement a demandé et obtenu l'assistance du PNUD pour les deux projets suivants :
3. Aide au rétablissement des services de santé publique - BDI/72/006 - OMS

Les répercussions des événements d'avril/mai 1972 sur les Services sanitaires du Burundi étaient très graves. La pénurie du personnel médico-sanitaire s'est aggravée et l'infrastructure sanitaire s'est sensiblement détériorée. Les ressources humaines et matérielles du pays étant pour le moins limitées, le Gouvernement a sollicité une aide au Système des Nations Unies pour :

- a) combler les lacunes en personnel disparu;
- b) intensifier et rationaliser la formation du personnel sanitaire;
- c) restaurer les services sanitaires endommagés dans les régions sinistrées;
- d) accélérer le développement sanitaire en général et les services de pédiatrie, de gynécologie et de chirurgie en particulier.

Les activités se déroulent dans le cadre du projet de développement des services de santé de base assisté par l'OMS (Burundi 4001).

/...

- La contribution du PNUD, prélevée sur les fonds réservés au Programme des Mesures Spéciales, s'élève à \$ 986.050 pour une période de quatre ans - 1973 à 1976.

4. Education communautaire pour le Développement Rural Intégré -  
BDI/73/019 - UNESCO

Le Gouvernement du Burundi a demandé l'assistance du Système des Nations Unies pour l'aider à atteindre les objectifs suivants de son développement national :

- a) introduction de techniques agricoles et pastorales modernes permettant le passage à une économie de marché fondée sur l'intensification et la diversification des productions agricoles;
  - b) prise en charge progressive par les collectivités rurales d'une partie des dépenses d'enseignement primaire, dégageant des ressources pour les deux autres ordres d'enseignement;
  - c) le passage progressif à la scolarisation totale de la tranche d'âge de 8 à 14 ans;
  - d) le développement rural intégré, qui concerne plus de 90% de la population.
- La contribution du PNUD au projet, qui a débuté en septembre 1973 et dont la durée sera de deux ans et quatre mois, s'élève à \$ 477.300.-